



Licencement abusif por faute grave

Par **steph1973**, le **25/02/2009** à **07:17**

mes collegues et moi avons recu un courrier pour un entretien en vue d'un eventuel licencement pour faute grave .

nous avons ete convoques pour un entretien et on nous accuse toutes de vol car nous avons fait des remboursements d'articles (pret a porter) et a l'inventaire il s'est avere qu'il en manquait (problemes de stock a la livraison).

on nous reclame les sommes, entre 300 et 600 euros par vendeuse, on nous menace de poursuite juridique , de perquisition , pour nous faire signer des lettres d'aveu est ce qu'ils ont le droit de faire ça? que peut on faire. merci

Par **julius**, le **25/02/2009** à **21:01**

D'abord bonsoir,

La sanction pécuniaire est interdite (donc pas de remboursement)

Si ils ont des preuves , ils déposeront une plainte en justice (pénal) , et la police poursuivra les investigations nécessaires.

En aucun cas , l'employeur ne fera faire des investigations pour son propre compte (pratique illégale , et contraire au droit de la personne).

Si vous êtes innocent , dénoncez l'entretien , et défendez vous avec les arguments (preuves) que vous possédez.

De toute manière , si l'employeur veut vous licencier , rien ne l'en empêchera ; vous ne pourrez que vous défendre , face au prud'homme , pour procédure abusive , et de demande

de requalification de votre licenciement , en licenciement "sans cause réelle et sérieuse" au tort de l'employeur.

Par **steph1973**, le **26/02/2009** à **08:32**

un grand merci pour ce debut de reponse qui rassure un peut car j'en ai vraiment besoin. une de mes collegues a cede sous la menace et a avoue tout ce que la drh voulait entendre, lui a signe des aveux et lui a fait un cheque du montant qu'elle lui reclamait (600€)elle est complètement aneantie sa vie s'ecroule elle ne dors plus... apparemment tout a ete orchestre pour que l'on ne puisse rien faire, la personne du ce qui etait sense nous représenter n'a pas ouvert la bouche (elles etaient d'ailleurs arrivees ensemble) et ne veut meme pas nous faire un compte rendu ecrit de l'entretien (elle va d'abord demander a la drh si elle est vraiment obligee et de toute maniere vu comment c'est parti j' imagine bien ce qu'il va contenir. en tou cas merci encore et si quelqu'un d'autre peut venir a mon aide il est le bien venu. mais bon vu qu'on ne peut rien faire pour eviter d"etre licenciees est ce vraiment utile d'aller devant un tribunal si c'est pou en plus perdre de l'argent peut etre vaut il mieux en rester la de toute maniere on est que du betail qu'on exploite et qu'on jette des qu'on en a plus besoin.

Par **julius**, le **26/02/2009** à **08:41**

Dans le cas de votre amie , OUI , car elle pourra demander la restitution de la somme à son employeur (voir la requalification de son licenciement selon dossier).

Si vous jugez que d'être accusé de vol , et licencié injustement ne soient pas grave , alors ne faites rien.

En revanche (et même si cela ne change rien à la finalité) , si vous considérez cet employeur comme ... indélicat (pour être poli) alors n'hésitez pas.

C'est votre choix , et votre jugement

Par **steph1973**, le **26/02/2009** à **10:19**

je n'ai pas dit que ça n'etait pas grave mais qu'est ce que trois vendeuses(dont une est deja au bord de la depression) peuvent faire face a une chaine de magasin qui emploient de telles methodes contre lesquelles on ne puisse rien prouver vu que la representante sense nous defendre n'est meme pas tenue de nous faire un compte rendu ecrit! et tout ça en toute legalite puisque quand il y a des representants dans l'entreprise on est obligé de passer par eux on ne peut pas etre representes par une personne exterieure donc en plus de ça ils ont la loi pour eux.

en plus de cela la resposable nous a informe qu'ils pouvaient manipuler les stocks sans meme qu'elle soit avisee nous avons aussi ete informes(via un delegue syndical) qu'elle en etait a son 17 eme licenciement apparemment quasiment toujours en employant les memes methodes et il n'y avait rien a faire.

la situation semble vraiment desesperée.

Par **julius**, le **26/02/2009** à **10:32**

Puisqu'un délégué syndical est dans votre société , faites agir le syndicat en place par des constatations ;

Il est là aussi pour cela (servir de témoins)

Vous le dites vous-même , elle en est à son 17eme , et alors , serez vous la 18eme ?
Si personne ne dénonce ses agissements , elle continuera en toute impunité.

Par **steph1973**, le **27/02/2009** à **18:57**

nous avons contactés le syndicat de l'entreprise(fo)et apparemment ils ne seraient pas trop chaud vu que la drh dit que les faits concernent le pénal de ce fait ma deuxième collègue va peut être payer la somme qu'ils lui réclament pour ne pas porter plainte car si on perd on ne pourra pas payer les frais. on a entendu parler d'une aide juridictionnelle mais ça a l'air d'être assez compliqué.

aujourd'hui le responsable régional est venu pour recruter des nouvelles vendeuses et il a dit qu'ils avaient un dossier en béton et qu'on avait des gros soucis à se faire la situation s'assombrit de jour en jour.

aux dernières nouvelles les "courriers nous concernant" seraient partis et on devrait les recevoir d'ici la semaine prochaine.

Par **steph1973**, le **28/02/2009** à **11:08**

bonjour

ce matin ma collègue s'est vue refuser l'accès au magasin, le régional avait appelé la responsable du magasin pour lui dire de lui interdire de rentrer alors qu'elle n'a, comme aucune d'entre nous, encore reçu le moindre courrier ,bien entendu, là encore, aucune trace écrite puisque la responsable n'a pas voulu par peur des représailles.

quand à moi, j'ai reçu mes horaires de la semaine qui devaient être modifiés car normalement je ne travaillais pas le jour de l'entretien et je devais rattraper ces heures aujourd'hui mais sur mon avenant la modification n'a pas été faite, je me demande si ça n'est pas encore un piège de leur part pour dire que je ne suis pas venue travailler, mais d'un autre côté si c'est pour y aller et me voir refuser l'accès ça va être dur à encaisser on a vraiment l'impression que tout est fait pour nous faire voir qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent en toute impunité.

Par **julius**, le **28/02/2009** à **18:48**

L'employeur ne peut vous interdire l'accès au travail sans motif écrit.

Répondez lui par AR , en lui rappelant l'obligation contractuelle de fournir du travail en

échange de la rémunération.

(application du 1134 du Code Civil)

Par **steph1973**, le **08/03/2009** à **23:15**

ça y est nous avons reçu notre lettre recommande pour un depot de plainte pour vol de la part du patron du groupe avec un possible retrait de plainte en cas de reglement (362,40€) les revenus de mon conjoint comptant pour le calcul du plafond de l'aide juridictionnelle nous ne pourrions meme pas en beneficier.

en plus le groupe (puis je le citer?) est , parrait-il habitue de ces procedures.

passer par un avocat nous a ete deconseille car si on perdaient le proces les dommages et interets qu'ils demanderaient seraient tres eleves et d'un autre cotes les syndicats que nous sommes alles voir nous ont dit ne pas etre au point pour les procedures penales alors on essaye de voir quelle serait la meilleure solution si une bonne ame pouvait enfin nous aiguiller ça serait vraiment bien merci.

devons nous oui ou non déposer plainte a notre tour pour diffamation

est il mieux de passer par un avocat(et comment le choisir) ou par un syndicat.

Par **julius**, le **08/03/2009** à **23:42**

Un conseil a toujours été gratuit.

Allez vers un défenseur syndical qui vous aiguillera au mieux dans votre décision.

Pensez à venir toutes ensemble.

Par **steph1973**, le **25/03/2009** à **17:11**

un syndicat va peut etre enfin nous aider car passer par un avocat nous reviendrait trop cher (240€/h)de plus sans caisse pour nous couvrir on nous a fortement deconseille de nous engager dans une telle procedure. Un dernier point, on nous a dit que les prud'hommes ne tenaient compte que de la procedure en elle meme et que tant que le jugement pour vol n'etait pas traite il etait probable que le conseil n'ait rien a redire car ils vont juger la procedure pas le motif vu que ça concerne le penal